

Système politique, répartition des revenus et pénétration des entreprises multinationales

Autor(en): **Ballmer-Cao, Thanh-Huyen**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Annuaire suisse de science politique = Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft**

Band (Jahr): **19 (1979)**

PDF erstellt am: **27.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-172168>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

SYSTEME POLITIQUE, REPARTITION DES REVENUS ET PENETRATION DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

par Thanh-Huyen Ballmer-Cao

Dr ès science politique

Collaboratrice à l'Institut de Sociologie de l'Université de Zurich

L'article se propose d'analyser l'impact de la pénétration des entreprises multinationales sur la répartition des revenus des Etats-hôtes. Il cherche à expliquer et à démontrer comment cette pénétration entrave la fonction distributive du système politique en influençant la constellation des forces entre les groupes et classes sociaux. En d'autres termes, l'analyse donne lieu à penser que la présence des multinationales peut favoriser le statu quo politique des pays-hôtes en rendant difficile la démocratisation du système. D'une part, leur présence tend à désolidariser et marginaliser le monde du travail par la création d'"îlots de prospérité" parmi les milieux intégrés et par l'accélération de la paupérisation chez le reste. D'autre part, la présence des multinationales peut aggraver les conséquences politiques de la scission de la classe dominante, ou plus précisément, de l'instabilité gouvernementale, en favorisant l'inefficacité et le clientélisme de l'équipe au pouvoir.

Der Artikel analysiert den Einfluss der Penetration multinationaler Konzerne auf die Einkommensverteilung der Gastländer. Er versucht darzutun, wie diese Penetration die soziale Machtkonstellation zwischen Gruppen und Klassen beeinflusst und wie sie dadurch die Verteilungsfunktion des politischen Systems stört. Aufgrund des Analyseergebnisses kann man annehmen, dass die Präsenz der „Multis“ den politischen Status quo der Gastländer festigt. Diese Penetration kann die erwerbstätige Population spalten und marginalisieren, indem sie unter den integrierten Schichten „Wohlfahrtsinseln“ schafft und den Pauperisierungsprozess beim Rest der Bevölkerung beschleunigt. Ausserdem können die politischen Konsequenzen der Fraktionierung der Oberschicht verschärft werden, oder – präziser ausgedrückt – es kann die Instabilität der Regierung zunehmen, weil die Ineffizienz und der Klientelismus der Herrschenden gefördert werden.

- * Ce travail a été financé par la Société allemande pour la recherche sur la paix et les conflits (Deutsche Gesellschaft für Friedens- und Konfliktforschung), Bonn-Bad Godesberg. Il s'agit d'une recherche menée dans le cadre du projet "Entreprises multinationales, politiques économiques et développement national" de l'Institut de Sociologie de l'Université de Zurich.

L'analyse de la relation entre les trois éléments, système politique, inégalité des revenus et présence des entreprises multinationales (MNC) peut se justifier par l'axiome suivant: par rapport à la répartition des ressources nationales, l'Etat-hôte et les MNC poursuivent des objectifs fondamentalement différents. Si les buts des MNC sont uniquement privés et s'orientent vers le profit, par contre, ceux de l'Etat-nation revêtent en principe un caractère social ayant pour finalité le bien-être de la population. Or, ces deux types d'orientation sont incompatibles, dans le sens que la politique de redistribution de l'Etat-hôte va généralement à l'encontre des intérêts des multinationales. En effet, comme la production des MNC répond au marché de revenus élevés, les firmes multinationales, non seulement se désintéressent, mais peuvent encore s'opposer à l'amélioration du pouvoir d'achat des classes défavorisées qui aurait pu faciliter le développement de l'industrie locale orientée essentiellement vers la production des produits de consommation de masse (Cardoso, 1971; Bornschier, Ballmer, 1979). Cette situation s'explique par le fait que l'inégalité économique dans le Tiers Monde est si importante qu'une plus grande redistribution permettrait aux couches populaires aux revenus les plus faibles d'accéder tout au plus à la consommation des produits de masse, et non de venir grossir le marché des biens "de luxe" dont les multinationales détiennent plus ou moins le monopole. Ainsi, étant donné l'actuelle structure socio-économique de l'Etat-hôte, les MNC ne peuvent pas tirer profit de l'amélioration du partage des ressources, puisque leur marché ne s'en trouverait pas pour autant élargi, et de plus, elles courraient encore le risque de voir leur monopole menacé par une éventuelle concurrence de la part des industries orientées vers les biens de consommation de masse. Pour faire face aux tentatives de redistribution de l'Etat-hôte, les MNC cherchent à augmenter leur pouvoir de contrôle sur l'appareil étatique, afin de renforcer le statu quo social. Comme nous aurons l'occasion de le voir par la suite, la pénétration des MNC tend à perpétuer et/ou à influencer l'état de stagnation des pays-hôtes grâce à une double stratégie: d'une part, les MNC empêchent le processus de démocratisation du système politique, et d'autre part, elles rendent difficile la continuité de la politique sociale en favorisant une instabilité gouvernementale constante. Ainsi, la présence des firmes multinationales entrave en même temps les tentatives de révolution des masses et les possibilités d'évolution du système.

Le présent travail se propose d'analyser ces thèses. De plus, sa démarche théorique essaie de répondre à deux besoins différents. Primo, on cherche à se distancer de la théorie "développementale" qui considère le niveau de développement économique comme étant l'*unique* déterminant de l'égalité sociale (Jackman, 1975). Autrement dit, en niant l'importance du politique dans la répartition des ressources et en considérant l'égalité sociale comme étant la conséquence de l'existence d'un surplus, les adeptes de la théorie développementale se heurtent à deux difficultés: 1) il arrive que le système politique produit des 'outputs' favorisant la redistribution, ceci indépendamment du niveau de croissance (cas du communisme primaire pratiqué par plusieurs tribus de l'Afrique Noire, la venue au pouvoir de S. Allende après les élections de 1973

au Chili. . .), 2) la thèse “développementale” laisse de côté toute la problématique soulevée par les théories de la dépendance, dans le sens que le surplus des pays dits “périphériques” ne contribue pas nécessairement à atténuer l’inégalité parmi leurs habitants.

Secundo, ce travail essaie d’apporter un complément aux théories de dépendance qui laissent souvent de côté la structure interne qui est spécifique à chaque société périphérique. En se limitant à l’analyse du niveau inter-étatique, ces théories peuvent revêtir une apparence pessimiste, excluant la possibilité d’une “politique propre” de la part des périphéries. En d’autres termes, sans mettre en question l’existence du conditionnement économique du marché international, il s’agit de déceler la “dynamique” dans les sociétés périphériques, dynamique résultant surtout des relations de pouvoir entre groupes et classes sociales (Cardoso, 1971, 92–93).

Ces réflexions se révèlent importantes surtout à deux points de vue: le rôle de l’Etat dans la répartition des ressources et l’impact multiple que peut revêtir la pénétration des MNC. Premièrement, si l’on considère l’Etat comme étant le principal distributeur des valeurs (“values”, au sens d’Easton) nationales, on ne peut nier le rôle important que joue l’Etat dans l’utilisation du surplus de l’économie. Deuxièmement, comme la présence des entreprises multinationales en tant qu’agents économiques du capitalisme mondial modifie l’organisation de la production du pays-hôte, elle influence nécessairement par ce biais les rapports de force à l’intérieur de cette société. En d’autres termes, on peut présumer que, si la politique de redistribution de l’Etat-hôte se trouve entravée par la présence des MNC, ce n’est pas seulement parce que ces dernières cherchent par des moyens *directs* à défendre leurs intérêts, mais aussi parce que l’implantation des entreprises multinationales elle-même produit des effets secondaires qui, *indirectement*, freinent l’amélioration de la répartition des revenus.

I. Pénétration des MNC, répartition des revenus et démocratie

L’idée de démocratie connote toujours celle d’égalité (Montesquieu), que ce soit l’égalité politique ou matérielle. Autrement dit, il ne peut y avoir de démocratie sans que les membres de la société aient la même possibilité de se faire entendre et de prendre part aux valeurs nationales. S’il est certain que ces deux aspects de la démocratie sont complémentaires, on peut affirmer que l’égalité matérielle est la base de toute égalité politique (Tocqueville). Aussi, l’analyse de la répartition des revenus doit-elle tenir compte en premier lieu de l’*aspect distributif* du système politique. Or, comme les décisions politiques sont presque toujours le résultat de pressions, de marchandages, de compromis, un système n’est démocratique que s’il permet *aux différentes forces sociales de s’organiser et de s’exprimer*. En ce sens, la politique de redistribution est surtout liée aux relations de pouvoir à l’intérieur de la société, et seulement dans une moindre mesure, aux

institutions politiques qui ne sont que des *moyens* pour démocratiser de telles relations. Cette situation explique en partie les résultats empiriques de la théorie “développementale” qui montrent qu’il n’existe aucune relation significative entre l’égalité et les performances institutionnelles de la démocratie (= vote universel, liberté de presse . . .) une fois le niveau de développement contrôlé (Jackman, 1975). Or, précisément, la démocratie, telle qu’elle est définie plus haut, constitue à notre avis un concept indispensable à la compréhension et à l’analyse de la politique de redistribution dans le Tiers Monde. Cette thèse peut s’expliquer de différentes façons.

Premièrement, comme le surplus des pays en voie de développement est limité, son partage peut y susciter plus de luttes internes que dans le cas des pays industrialisés. De plus, la quasi-absence des organisations d’intérêts intermédiaires tend à rehausser l’importance de ces luttes.

Deuxièmement, l’activité des forces sociales s’oriente le plus souvent vers la redistribution des ressources, étant donné que d’autres sujets de revendication comme l’amélioration des conditions de travail, la qualité de la vie . . . ne correspondent pas encore dans beaucoup de pays en voie de développement à un besoin ressenti comme tel.

Troisièmement, les institutions démocratiques, telles que le parlement, la constitution, les votations et élections . . . n’étant souvent que des “produits importés” de l’Occident, n’ont pas de signification réelle. En effet, la concentration du pouvoir est si importante dans le Tiers Monde qu’elle se laisse à peine entamée par les rouages “démocratiques” formels.

Donc, en somme, l’analyse de la répartition des revenus dans les pays en voie de développement nécessite l’examen des rapports de pouvoir à l’intérieur de ces sociétés. Or, la pénétration des MNC constitue à ce propos un facteur de modification de la constellation des forces entre les groupes et classes sociaux, dans le sens qu’elle développe des “îlots de prospérité” en faveur uniquement des milieux déjà socialement intégrés, et en même temps, elle rend difficile l’accès du reste de la population à ces sphères d’abondance. Plus précisément, la présence des MNC freine la démocratisation du système politique des pays-hôtes en produisant un double effet: la désolidarisation et la marginalisation.

1. Les MNC et la désolidarisation

La désolidarisation peut être définie comme un processus qui provoque des scissions à l’intérieur d’une classe sociale, en empêchant ses membres de *percevoir qu’ils ont les mêmes intérêts à défendre*. Il s’agit d’un processus qui concerne surtout les couches sociales déjà intégrées dans le processus de production des MNC.

Les entreprises multinationales qui opèrent dans le Tiers Monde utilisent dans l’ensemble des moyens de production intensifs en capital (Arrighi, 1974; Senghaas, 1976). En faisant appel à une technologie avancée, c’est-à-dire aux

machines, aux techniques de travail modernes . . . les MNC tendent à favoriser la main-d'oeuvre qualifiée ou spécialisée, aux dépens des techniciens généralistes, et surtout des ouvriers non-qualifiés (Arrighi, 1974). Si l'usage des machines dans la production exige une certaine qualification de la part de la main-d'oeuvre, de même, la rationalisation de l'organisation du travail requiert une spécialisation des travailleurs dans différents types d'exécution de tâches. Et, dans un tel processus, l'utilité de la main-d'oeuvre non-qualifiée et des généralistes se trouve amoindrie. Cette méthode de production aboutit donc à une intégration sélective de la population active qui, à son tour, provoque des scissions parmi la classe ouvrière. En effet, pour mieux pouvoir intégrer leurs employés, les MNC pratiquent généralement à leur égard une politique "différentielle", ce qui signifie que, par rapport aux firmes locales, les MNC assurent à leur personnel des avantages sociaux plus importants, par exemple des salaires proportionnellement plus élevés, de nombreuses prestations sociales (assurance, participation aux bénéfices annuels . . .). Ladite politique crée ce que beaucoup d'auteurs appellent des "aristocraties ouvrières" (Tetzlaff, 1975; Arrighi, 1974). C'est par leur processus de production peu intensif en travail que les MNC, d'une part, diminuent la chance de la majorité des travailleurs de trouver un emploi, et d'autre part, améliorent sans cesse la productivité et le standard de vie d'une minorité de la main-d'oeuvre. Il se crée ainsi une divergence d'intérêts parmi la classe ouvrière, qui rend difficile une politique syndicale concertée, et qui donne naissance à son tour à un *affaiblissement des luttes de classes*.

Une grande partie des hypothèses précédentes peuvent être vérifiées empiriquement.

Dans ce but, nous avons fait des analyses sur la base de trois échantillons différents.¹ A partir d'un échantillon global de 60 pays (dénommé: Ensemble)² où sont exclus les Etats socialistes,³ on distingue d'une part l'ensemble des pays en voie de développement (dénommés LDC, n = 46), et d'autre part, les pays en voie de développement en phase de "décollage" (dénommés LSC, n = 33)⁴ Deux raisons justifient une telle distinction: primo, nous présumons que l'inégalité des revenus dans le Tiers Monde peut résulter des mécanismes différents de ceux dans les pays hautement industrialisés; secundo, nous supposons que l'impact de la pénétration des MNC sur la répartition des revenus peut se révéler plus important dans les Etats-hôtes qui se trouvent en pleine phase d'industrialisation et de

1 Pour la liste des noms de pays de chaque échantillon, voir Appendice I.

2 Il s'agit des pays dont les données nécessaires à l'analyse sont disponibles.

3 Sauf la Yougoslavie, considérée comme un cas à part à cause de son économie de marché.

Nous avons exclu les pays socialistes de notre analyse car nous présumons que ces pays fonctionnent selon des schémas et mécanismes complètement différents de ceux des pays à économie de marché.

4 Ce critère se rapporte aux Etats dont la consommation en énergie en 1967 des industries manufacturières dépasse les 10 % de la consommation d'énergie totale de ladite année, et dont le revenu par tête d'habitant en 1960 varie entre 1578 et 2450 \$.

modernisation, que dans ceux qui commencent à peine d'y entrer. Nous aurons par la suite l'occasion de revenir sur ces deux hypothèses.

La première analyse empirique fait appel:

- à différents indicateurs de l'*inégalité de revenus*, tels que le coefficient Gini (= mesure globale de l'inégalité), T5, Q5, Q4, Q1–3 (qui mesurent respectivement la part de revenus que détiennent les cinq premiers pour cents, le premier quintile, le deuxième quintile et les trois derniers quintiles de la population). Les données ne se rapportent cependant pas à la même année, mais la médiane se trouve aux alentours de 1968.⁵
- à la *pénétration des entreprises multinationales* (= PEN), mesurée sur la base du stock cumulé des capitaux privés étrangers dans un Etat-hôte, pondérée par la population et la consommation d'énergie de ce pays.⁶ L'indicateur PEN se rapporte à 1967, car les données disponibles ne nous ont pas permis de l'ajuster temporellement avec les variables d'inégalité des revenus. Ajoutons que PEN mesure seulement l'aspect *global* de la pénétration, et non la pénétration par secteur ou la taille des entreprises multinationales.
- au *caractère démocratique du système politique* (= DEMPER), opérationnalisé comme étant le niveau de participation politique d'un pays. Plus précisément, le caractère démocratique d'un régime varie en fonction: 1) du degré de participation de la population au processus de décision, 2) de la

5 Les données proviennent de sources différentes. Pour plus de détails concernant ces variables, voir Ballmer & Scheidegger, 1979. Remarquons cependant qu'il s'agit ici des mesures de l'*inégalité économique* qui constitue seulement un aspect de l'*inégalité sociale*.

6 PEN est calculé comme suit:

$$PEN = \frac{ADI67}{\sqrt{POP67 * ENCA67}}$$

où:

ADI67 = stock cumulé d'investissements privés étrangers directs en 1967. Source des données: OECD (1975), *Stock of Private Direct Investments by D. A. C. Countries in Developing Countries, End 1967*, Paris, Development Assistance Directorate.

POP67 = population en 1967. Source: United Nations, *Statistical Yearbook*, New York

ENCA67 = consommation d'énergie en 1967, mesurée en millions de tonnes métriques, équivalent en houille et en kg. Source: United Nations, *Statistical Yearbook*, New York.

Par manque de données, le stock cumulé des investissements étrangers est pondéré par la population (choisie pour substituer à l'intensité du capital) et par la consommation totale de l'énergie (choisie pour substituer au stock de capitaux du pays pénétré). D'autres alternatives de pondération étaient testées (produit national brut, stock estimé de capitaux), mais les résultats de la recherche restent dans l'ensemble stables.

Pour une discussion plus détaillée concernant l'opérationnalisation de la pénétration des multinationales, voir Bornschier & Ballmer, 1978 et Ballmer & Scheidegger, 1979.

possibilité pour les groupes socio-économiques et ethno-culturels d'être représentés au niveau national, et 3) du nombre de canaux que peuvent utiliser ces groupes pour exercer leur pression.⁷ Les données de DEMPER s'étendent entre 1957 et 1962.

A propos de cet indicateur, il est nécessaire de préciser qu'il mesure surtout l'aspect *activiste* de la démocratie, mais ne nous dit rien encore sur le contenu de la participation dans le système politique.

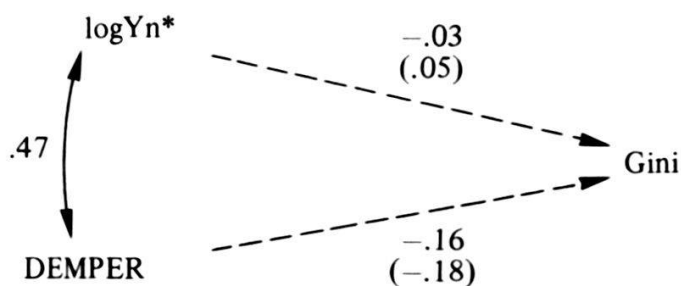
- à l'*intensité des conflits du travail* (WDISP), mesurée comme étant le rapport du nombre total de travailleurs impliqués dans les conflits du travail sur le nombre total de ce type de conflits. La disponibilité des données a permis, d'une part, d'ajuster temporellement WDISP avec les mesures de l'inégalité des revenus, et d'autre part, d'éviter les variations annuelles en calculant WDISP sur la base de la moyenne d'une période de 5 ans qui précède l'année pour laquelle Gini est mesuré.⁸

Au sens étroit, WDISP peut être interprété comme étant le pouvoir de marchandage de la classe ouvrière, et au sens large, comme étant le degré d'organisation des conflits de masse. Ou encore, on peut aussi considérer WDISP comme une mesure du potentiel politique découlant de la tension de classe (Heintz, 1978).

Le premier test qui s'impose est celui de la thèse "développementale". Nous cherchons à savoir s'il existe entre l'égalité et le caractère démocratique du système une relation effective, c'est-à-dire indépendante du niveau de développement économique.

Diagramme 1. *Inégalité, démocratie et développement économique:*

coefficients de corrélation simple et, entre parenthèse, coefficients béta, n = LDC



* $\log Y_n$ = logarithme à base 10 du produit national brut par tête d'habitant en 1965, mesuré aux prix constants du marché en US \$ 1964.

Le logarithme provient de l'hypothèse suivant laquelle l'effet du développement économique est non linéaire.

7 Les données sont de: I. Adelman, C. Morris, *Economic Growth and Social Equity in Developing Countries*, Stanford University Press, Standford 1973. Pour plus de détails concernant cette variable, voir Ballmer & Scheidegger, 1979.

8 Les données proviennent de: International Labour Organization, *Yearbook of Labour Statistics*, Geneva. Pour plus de détails concernant cette variable, voir Ballmer & Scheidegger, 1979.

Le diagramme 1 montre que l'effet de DEMPER sur Gini semble indépendant du niveau de développement économique. Autrement dit, quelle que soit la quantité de son surplus, un système est en principe capable de prendre des mesures pour atténuer l'inégalité sociale.

De plus, l'examen de la relation entre DEMPER et les 4 principales mesures de l'inégalité économique révèle déjà des faits intéressants (Tab. 1).^{8a}

Tableau 1: Coefficients de corrélation entre les mesures d'inégalité et le caractère démocratique du système politique *

	échantillons:	Gini	Q5	Q4	Q 1-3
DEMPER	Ensemble	-.39	-.45	.47	.38
	LDC	-.16	-.20	.21	.16
	LSC	-.10	-.15	.18	.11

Si, dans l'ensemble, le système démocratique permet plus d'égalité, il a relativement tendance à favoriser la classe de revenus moyens (Q4) aux dépens de la catégorie de revenus modestes (Q1-3). La raison peut être attribuée au degré d'organisation, et par conséquent, au pouvoir de marchandage, des couches moyennes. D'autre part, on remarque que la relation entre le système démocratique et l'égalité est nettement plus faible dans le cas des pays en voie de développement (échantillon LDC) que lorsqu'il s'agit de l'ensemble des pays. La différence se révèle particulièrement frappante en ce qui concerne les pays en phase de décollage (échantillon LSC). Ceci s'explique par le fait que l'égalité économique dans les sociétés dépendantes dépend moins de la politique que dans les pays hautement industrialisés. En effet, pour qu'il y ait redistribution, il ne suffit pas que le système permette aux individus et à leurs représentants de s'exprimer, mais il est aussi nécessaire que l'égalité soit ressentie comme un besoin qui doit être articulé politiquement. Or, précisément, les activités économiques des sociétés périphériques sont généralement confinées dans leur propre espace, dans le sens qu'elles visent à défendre les différents intérêts économiques, sans chercher à revendiquer une signification politique (Cardoso, 1971). Aussi, y a-t-il matière à supposer que les demandes de caractère économique telles que la redistribution sont formulées directement par les individus et groupes au niveau économique (par exemple dans le cadre des entreprises, ou tout au plus, d'un secteur économique), sans que ces revendications se transforment en aspiration politique nationale.

Par conséquent, il est nécessaire d'introduire dès à présent WDISP, qui est sensé de mesurer le degré d'organisation des conflits de masse (Tab. 2).

^{8a}Une matrice de corrélation des principales variables utilisées dans ce travail figure à l'Appendice II.

Tableau 2: Coefficient de corrélation entre l'intensité des conflits du travail, les différentes mesures du caractère démocratique du régime politique et l'inégalité des revenus

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
n =	DEMPER	POLRUL	PREFRE	ELEIRR	Gini	Q4	Q1-3
WDISP							
Ensemble	.26	-.16	.10	-.19	-.49	.41	.47
LDC	.21	-.09	.04	-.13	-.57	.42	.56
LSC	.23	-.01	-.03	-.09	-.60	.43	.59

où:

POLRUL = types de régime politique en fonction du degré de concentration du pouvoir
 PREFRE = degré de liberté d'expression des mass media
 ELEIRR = mesure de la fréquence des élections irrégulières*

* Source des données: C. Taylor, M. Hudson, *World Handbook of Political and Social Indicators*, The Yale University Press, New Haven and London 1972.

Pour plus de détails concernant ces indicateurs, voir Ballmer & Scheidegger, 1979.

Deux observations s'imposent. D'une part, on remarque que l'attitude libérale et permissive du système envers les conflits sociaux est surtout liée au degré d'institutionnalisation des tensions sociales (colonne 1) et moins aux performances démocratiques formelles (colonnes 2, 3 et 4). En ce sens, les hypothèses émises à la page 156 semblent se confirmer. D'autre part, si le pouvoir de marchandage de la classe ouvrière contribue dans l'ensemble à atténuer l'inégalité économique (Gini), il semble favoriser plus directement les travailleurs qui en sont les principaux promoteurs (Q1–3) que les membres de la classe moyenne (Q4). Il est intéressant de comparer ici les résultats des Tableaux 1 et 2. Si la participation institutionnelle en elle-même tend à favoriser les groupes qui sont déjà plus ou moins intégrés et organisés (par exemple, la classe moyenne), les revendications directes de caractère conflictuel semblent constituer de meilleurs moyens d'action pour les classes défavorisées.

Aussi, est-il nécessaire d'insister sur le fait que WDISP ne sont pas de simples conflits sociaux, mais des luttes organisées généralement sur la base du *clivage de classes*. La comparaison entre WDISP et ELF (degré de fractionnalisation ethno-linguistique) est à ce point de vue révélatrice (Tab. 3).

Tableau 3: Coefficients de corrélation entre l'intensité des conflits du travail, le clivage ethno-linguistique et l'inégalité des revenus

n = LDC	ELF	Gini	n = Ensemble	ELF	Gini
WDISP	-.21	-	WDISP	-.24	-
ELF	-	.11	ELF	-	.20

Le clivage culturel dans l'ensemble tend à affaiblir la lutte des classes en réduisant la solidarité entre les travailleurs. En supposant que ce type de clivage est le plus souvent alimenté par une discrimination entre groupes et/ou la domination d'un groupe ethno-linguistique, on peut expliquer la relation positive qui existe entre l'inégalité (Gini) et la fractionnalisation ethno-linguistique (ELF). Ainsi, dans l'analyse des déterminants de l'inégalité des revenus, il convient de distinguer le clivage découlé de la tension des classes de celui provenant des différences ethno-linguistiques. Seul le premier type de clivage, par son caractère conflictuel et organisé, semble efficace pour combattre l'inégalité économique.

L'introduction de PEN a pour but de vérifier si l'impact de la pénétration des entreprises multinationales sur l'inégalité des revenus se fait en partie à travers la désolidarisation des travailleurs (Tab. 4).

Le Tableau 4 regroupe les 3 principales variables indépendantes de cette section, à savoir DEMPER, WDISP et PEN. D'une part, nous remarquons que la valeur d'explication de la variable DEMPER tend à s'annuler. Même dans le cas de l'échantillon global où cette variable prend quelque valeur, l'introduction du

Tableau 4: Régression multiple du coefficient Gini, ainsi que du caractère démocratique du régime politique, de l'intensité des conflits du travail et de la pénétration des MNC (coefficients béta normalisés et, entre parenthèses, les ratios t)

	n =	DEMPER	WDISP	PEN	\bar{R}^2
Gini	Ensemble	-.31** (2.83)	-.35** (3.08)	.27** (2.44)	.35** (3.38)
	LDC	-.09 (.74)	-.47** (3.87)	.37** (3.14)	.42** (3.41)
	LSC	-.03 (.19)	-.48 (3.30)	.39** (2.75)	.44** (3.04)

où: *

t = rapport entre la valeur absolue du coefficient béta non-normalisé et son erreur-type

\bar{R}^2 = variance expliquée par l'équation, ajustée par le degré de liberté

	n = Ensemble	n = LDC	n = LSC
β^{**} =	t ≥ 2	t ≥ 2.01	t ≥ 2.04
β^* =	1.67 \leq t < 2	1.68 \leq t < 2.01	1.69 \leq t < 2.04
β =	t < 1.67	t < 1.68	t < 1.69

* Les précisions fournies ici sont aussi valables pour les Tableaux 6, 8, 9 ainsi que pour le Diagramme 2.

niveau de développement comme variable de contrôle a fortement réduit la valeur du coefficient bêta de DEMPER (de $-.31$ à $-.10$). Nous expliquons ce phénomène par les relations qui existent entre Gini & DEMPER et entre PEN & DEMPER. Primo, comme nous l'avons souligné aux pages 160 et 162, un régime qui connaît un haut degré d'institutionnalisation des clivages et conflits favorise surtout les groupes qui sont organisés. Or, précisément, les couches les plus défavorisées dans les pays en voie de développement ne sont pas assez organisées et politisées pour pouvoir utiliser les possibilités institutionnelles qui leur sont offertes (voir à ce propos la sous-section I/2 et la section II). Secundo, nous ne pensons pas qu'il existe une relation directe entre PEN et DEMPER pour la simple raison que, si les MNC ne voient pas d'un bon oeil l'avènement des régimes politiques de type socialiste, par contre, en raison de leurs "public relations", *elles n'ont pas nécessairement intérêt à soutenir des régimes totalitaires ouvertement répressifs*. L'opinion publique, animée par l'activité des associations de vocation humaniste (Amnesty International, Associations pour la défense des Droits de l'homme . . .) commence à se faire entendre et à poser la question de savoir quelle influence peuvent exercer les firmes multinationales sur la situation politique de leur Etat-hôte. L'exemple le plus parlant de cette hypothèse est sans doute le Chili après le coup d'Etat des militaires en 1973. On peut se demander dans quelle mesure l'opinion publique mondiale, les activités déployées par le Sénat américain . . . peuvent contribuer à une certaine "normalisation" de la situation au Chili. D'autre part, le rôle du niveau de développement dans la détermination de l'inégalité ne semble pas aussi important que le prétend la thèse "développementale". Sauf pour le cas signalé plus haut de la variable DEMPER quant à l'échantillon global, l'introduction de la variable logYn dans les équations ne produit pratiquement pas de changement dans le résultat de l'analyse de régression.

Nous venons d'analyser dans cette sous-section la désolidarisation en tant qu'effet de la présence des MNC. La sous-section suivante serait consacrée à l'examen de la marginalisation, supposée, elle-aussi être une des conséquences de la pénétration de ces firmes.

2. Les MNC et la marginalisation

La marginalisation est utilisée ici dans le sens d'une "*tendance à l'irrélevance fonctionnelle* par rapport au processus de reproduction d'une société" (Hein, Simonis, 1976). Autrement dit, il s'agit d'un processus qui augmente sans cesse le nombre de personnes dont l'existence matérielle n'est plus assurée par la contre-valeur d'une quelconque prestation continue, mais de plus en plus par, soit des subventions d'origine étatique, ecclésiastique ou familiale, soit par l'économie de subsistance (Hein, Simonis, 1976).

La marginalisation atteint surtout les groupes *non-intégrés* dans le processus de production des entreprises multinationales. En effet, on peut supposer que la

présence des MNC accélère la marginalisation de la grande partie de la population active. A la sous-section I/1, nous avons présumé que la politique d'intégration sélective des multinationales provoque la création des îlots de prospérité en faveur des "aristocraties ouvrières". Cette section complète cette hypothèse en supposant que la marginalisation frappe la plupart de ceux qui ne sont pas intégrés dans ces îlots.

Sur le marché du travail, la marginalisation se traduit par le sous-emploi et le chômage. En utilisant des processus de production à la fois rationalisés et peu intensifs en travail, les firmes multinationales, d'une part, n'offrent qu'une quantité limitée de débouchés, et d'autre part, diminuent la capacité d'absorption des entreprises locales par leur concurrence. S'il est certain que la gravité du problème est très différente d'un secteur économique à l'autre, on peut dire que, dans l'ensemble, la marginalisation tend sans cesse à s'intensifier avec le processus d'industrialisation (Hein, Simonis, 1976). Au point de vue social, les marginaux se caractérisent le plus souvent par une grande *apathie de haut degré conflictuel*. En effet, la grande masse des chômeurs et des travailleurs saisonniers et occasionnels qui gonflent les villes du Tiers Monde sont victimes à la fois de l'inertie et de la frustration. Vivant sans lendemain, cette masse de marginaux végète économiquement et socialement, étant obligée de gagner leur vie au jour le jour. A force de ne plus avoir de projet sociétal, leur sentiment d'impuissance peut se traduire en une vision du monde de plus en plus fataliste. Ainsi, la marginalisation, qui est d'origine économique, peut entraîner des conséquences à la fois psychologiques et sociales.

Néanmoins, cette apathie provient surtout de la résignation, et non pas de l'acceptation de la marginalité. Dans ce cas, l'inertie renferme en elle-même un certain degré conflictuel, et les risques d'explosion sont à craindre. La psychologie de masse montre que, précisément, lorsque l'apathie de la masse coexiste avec des sentiments d'insécurité et d'insatisfaction plus ou moins latents, elle peut donner naissance à des actes d'*agressivité et/ou de violence*. Cette situation risque de persister car des mesures radicales, qui auraient pu intégrer les marginaux, vont souvent à l'encontre de l'industrialisation du pays, et peuvent porter atteinte aux relations entre Etats central et périphérique. Si l'on peut présumer que la marginalisation donne généralement naissance à l'agressivité et à la violence, il convient de faire deux observations. Primo, les conséquences de la marginalisation peuvent être particulièrement lourdes pendant la phase de décollage où la frustration produite par le système est plus grande. D'une part, les individus doivent s'initier et s'adapter à la modernisation de la société, tout en continuant à garder des liens avec le mode de vie ancienne, et d'autre part, les aspirations matérielles et intellectuelles d'une certaine couche de la population commencent à prendre forme et dépassent le plus souvent la capacité du système (Hibbs, 1973). Secundo, il est nécessaire de souligner que, la plupart du temps, la violence qui découle de la marginalisation ne revêt *pas de signification politique*. Il s'agit en réalité d'une frustration collective qui n'attend que l'occasion pour exploser. Le plus souvent, cette frustration se concrétise par des mouvements de

violence dont les causes apparentes peuvent être très diverses, se basant généralement sur des différences socio-culturelles (fanatisme religieux, rivalité ethnologique, etc.) (Myrdal, 1970). Cette explication est très plausible, car l'on sait que, moins un pays est industrialisé, plus l'environnement social deviendrait important pour ses habitants. Les clivages basés sur la croyance, l'ethnie, le "clan", la race . . . prendraient une signification plus grande dans les sociétés traditionnelles que dans les sociétés industrielles. En d'autres termes, ces actes de violence n'ont pas de connotation "politique" dans le sens qu'ils ne constituent pas une lutte pour imposer des objectifs qui leur sont propres. Ainsi, au lieu de militer pour la réalisation des intérêts réels des couches marginales, de tels mouvements populaires tendent au contraire à nuire à la solidarité de classes en agrandissant le fossé entre des individus de même condition socio-économique. Même s'il est difficile de croire que les MNC souhaitent la violence au sein du pays-hôte puisque la paix sociale est plus favorable à la marche des entreprises, on peut quand-même considérer la marginalisation comme un des effets secondaires de la présence de ces firmes. Les multinationales portent ainsi une responsabilité indirecte dans l'escalade de la violence dans beaucoup de pays du Tiers Monde. Concrètement, il y a de bonnes raisons de croire que la violence apolitique détruit plus qu'elle ne rapporte, et qu'elle ne tend pas à favoriser la redistribution mais, par contre, à augmenter l'inégalité économique en alourdissant des coûts sociaux (destruction du matériel, des vies humaines, renforcement de la discrimination entre groupes . . .). L'analyse empirique semble confirmer ces hypothèses.

L'indicateur TMCV est utilisé pour mesurer le *degré de violence interne*. Il se base sur différentes dimensions des actes de violence telles que le pourcentage de participants, l'étendue géographique, le nombre de victimes, les dégâts matériels ainsi que la durée.⁹ Cet indicateur ne nous renseigne pas sur le *motif* des actes de violence; néanmoins, il se révèle conceptuellement plus adapté aux besoins de notre analyse que d'autres indicateurs (par exemple des formes de violence). Le problème méthodologique qu'entraîne l'usage de cet indicateur est celui de la mesure temporelle. Par rapport aux autres variables utilisées dans notre travail, TMCV se rapporte à une période antérieure (61–63 par rapport à 67–68). Nous avons quand-même décidé d'introduire cet indicateur dans notre analyse, en présumant que le degré de violence dans le Tiers Monde est loin de décroître les dernières années et que les principaux points chauds sont dans l'ensemble restés les mêmes (Indonésie, Philippines, Rhodésie . . .).

9 Les données sont de: T. Gurr, C. Ruttenberg, *The Conditions of Civil Violence, First Tests of a Causal Model*, Center of International Studies, Princeton University Press, Corvin Hall 1967. Pour plus de détails concernant cette variable, voir Ballmer & Scheidegger, 1979.

Tableau 5: Coefficients de corrélation entre le degré de violence interne et les différentes mesures de l'inégalité des revenus

	n =	Gini	T5	Q5	Q4	Q1-3
TMCV	Ensemble	.33	.43	.33	-.34	-.29
	LDC	.24	.36	.23	-.24	-.19
	LSC	.38	.50	.36	-.32	-.33

Il ressort du Tableau 5 que la violence tend à favoriser l'inégalité économique. Nous expliquons ce fait par le rôle que la classe supérieure peut jouer pendant les périodes de troubles internes. En effet, même les plus grandes catastrophes ne frappent pas les individus de la même façon. Si elles constituent un malheur pour les uns, elles peuvent être une source de profit pour les autres. Et les occasions propices au marché noir, à la corruption, au détournement des fonds de secours ou d'aide sont naturellement nombreuses pour ceux dont le pouvoir ne se limite pas au secteur économique, mais s'étend le plus souvent au domaine politique, et même parfois militaire.

Le Tableau 6 résume l'impact de la pénétration des MNC sur l'inégalité économique, via la désolidarisation et la marginalisation.¹⁰

En somme, on peut dire que, dans l'explication de l'impact de la présence des MNC sur l'inégalité des revenus, WDISP et TMCV constituent des variables intermédiaires. On remarque que tous les coefficients bêta (à une exception près) sont très significatifs et que la valeur explicative directe de PEN a diminué par rapport au Tableau 4. De plus, le contrôle par le niveau de développement n'entraîne pratiquement aucun changement quant aux résultats.

La section I était consacrée aux conséquences sociales que peut entraîner la pénétration des entreprises multinationales. La prochaine section montre qu'il existe d'autres types d'effets possibles au niveau du système gouvernemental.

II. Pénétration des MNC, répartition des revenus et stabilité politique

Si l'implantation des entreprises multinationales entraîne une divergence d'intérêts au sein du monde du travail, l'intégration croissante du Tiers Monde à l'économie mondiale provoque aussi des divisions parmi la classe dominante.

10 La variable **DEMPER** est exclue de l'analyse car les résultats du Tableau 4 montrent que sa valeur explicative tend à s'annuler au contrôle de la variable **WDISP** (et de la variable **logYn** au cas de l'échantillon Ensemble). Pour plus de détails techniques concernant le tableau, voir les notes du Tableau 4.

Tableau 6: Régression multiple du coefficient Gini, ainsi que de l'intensité des conflits du travail, du degré de violence interne et de la pénétration des MNC (coefficients béta normalisés et, entre parenthèses, les ratios t)

	n =	WDISP	TMCV	PEN	\bar{R}^2
Gini	Ensemble	-.44** (4.07)	.30** (2.87)	.19* (1.78)	.35** (3.4)
	LDC	-.50** (4.37)	.20* (1.79)	.33** (2.86)	.45** (3.64)
	LSC	-.49** (3.77)	.27** (2.10)	.31** (2.28)	.51** (3.48)

Au fur et à mesure que grandit la demande externe, l'économie locale se trouve partagée grosso modo en deux secteurs, dont l'un est d'orientation exportatrice tournée vers le marché international, et l'autre est de vocation productrice dirigé vers le marché interne.¹¹ Cette divergence d'orientations entraîne logiquement celle des intérêts, et même, de l'idéologie (Cardoso, 1971). Cette différence d'orientation, n'impliquant pas nécessairement l'incompatibilité quant à la "raison d'être" de chaque groupe puisque tous les deux adoptent et valorisent les valeurs de développement, peut néanmoins engendrer une constante lutte pour le pouvoir. Chacun des groupes essaye, non seulement de faire valoir, mais aussi d'imposer ses objectifs. Politiquement, il peut régner une *instabilité* qui est d'autant plus grande que les conditions pour devenir hégémonique ne semblent être réunies par aucun groupe. Comme l'internationalisation de l'économie locale se repercute sans doute à l'intérieur, le succès du modèle exportateur est compensé par le développement de certains secteurs nationaux qui sont seulement dépendants du marché extérieur d'une façon indirecte. Par exemple, la prospérité des couches liées au secteur exportateur, en favorisant la consommation des biens et services, introduit implicitement un certain dynamisme sur le marché local. Néanmoins, il est probable que l'instabilité politique, qui découle de la lutte pour le pouvoir entre les différentes orientations économiques, *n'a pas de répercussions psychologiques ou politiques au niveau des masses*. Elle passe le plus souvent inaperçue, le public étant habitué à de fréquents changements de cabinets, de petites révolutions de palais . . . Pour cette raison, on peut présumer que ce genre d'instabilité gouvernementale a peu de répercussions sur la légitimité du système, et même s'il doit en avoir, ces répercussions ne peuvent s'opérer qu'à très long terme.

Cette situation peut être doublement favorable aux multinationales.

La conséquence immédiate d'un équilibre de forces entre les secteurs rivalisants est que chacun d'eux est obligé d'être *politiquement accommodant*. Et plus l'exercice du pouvoir institutionnel est soumis aux jeux des alliances, *plus les firmes multinationales auraient la chance de faire valoir leurs intérêts*. Dotées d'un potentiel économique considérable, les MNC constituent des partenaires puissants pour les formations nationales qui nourrissent des projets politiques. Le rôle que peuvent jouer les multinationales en tant que bailleurs de fonds pendant les campagnes électorales, les pressions qu'elles peuvent exercer directement et rapidement sur la situation de l'emploi, sur l'évolution des prix . . . font des MNC des partenaires recherchés par l'équipe au pouvoir.

D'autre part, une telle instabilité *ne comporte pas en soi et pour soi de risque politique* pour les MNC. Si l'on reprend le concept de risque politique de l'OPIC (Overseas Private Investment Corporation) défini comme étant "le risque et la

11 Il ne s'agit ici que d'une distinction très sommaire, qui ne tient compte ni des situations historiques (décolonisation, indépendance . . .), ni de la spécificité de la structure interne qui est souvent extrêmement complexe (modes de production, d'alliances . . .).

probabilité que la rentabilité d'un investissement donné soit réduite, suite à un quelconque évènement politique" (Haendel et al, 1975, p. Xi), on constate que l'instabilité gouvernementale ne saurait généralement constituer un risque comme tel. D'une façon générale on peut dire que la concentration du pouvoir dans le Tiers Monde est si grande que le va-et-viens des politiciens n'a pas de répercussions profondes sur l'orientation globale de la politique nationale. Etant donné que de tels changements du personnel gouvernemental proviennent des compétitions entre élites ou des luttes entre factions à l'intérieur de la classe dominante plutôt que de l'action des masses, il est peu probable qu'ils portent atteinte aux intérêts des multinationales.

Si l'instabilité politique de l'Etat-hôte semble être favorable aux MNC, elle peut par contre nuire aux efforts de redistribution du pays. D'une part, cette instabilité n'entame pas la concentration du pouvoir dans les pays du Tiers Monde, et par conséquent, laisse peu d'ouverture aux forces innovatrices en rendant difficile l'accès des "outsiders" dans la sphère du pouvoir. D'autre part, l'efficacité du gouvernement se trouve en même temps diminuée, car l'instabilité empêche l'exécutif de mettre en application et mener à terme des mesures sociales radicales à long terme. D'ailleurs, la bonne volonté pour entreprendre des réformes manque probablement, puisque la durée de l'exercice du pouvoir étant si brève qu'elle incite les hommes politiques à mener une politique de clientélisme plutôt que de modernisation.

Nous mesurons la *stabilité gouvernementale* par l'indicateur EXSTAB (= degré de stabilité de l'exécutif). Cet indicateur se rapporte à la période 1946–1965 et prend nécessairement en considération le phénomène de la décolonisation.¹² Même si la période de mesure de EXSTAB ne coïncide pas tout à fait avec celle des autres variables, cet écart ne doit pas constituer un problème sérieux pour l'analyse puisque EXSTAB est mesuré sur un laps de temps relativement long.

Nous avons cependant complété EXSTAB par une autre variable nommée PSSI (= degré de *stabilité du système politique*). Il s'agit d'un indicateur mesuré pour la période 1961–1966, et basé sur différentes dimensions telles que les caractéristiques économiques (PNB, consommation d'énergie. . .), les conflits sociaux (leurs formes, leur degré de violence. . .), la politique intérieure (efficacité du législatif, degré de compétition politique. . .).¹³

12 Plus précisément, EXSTAB est opérationnalisé comme suit:

$$= \frac{\text{durée de l'indépendance nationale}}{\text{nombre de changements de l'exécutif} + 1}$$

Source des données: A. S. Banks et al., *Cross-National Time-Series Data*. MIT Press, London 1971.

Pour plus de détails concernant cette variable, voir Ballmer & Scheidegger, 1979.

13 Source des données: D. Haendel et al., *Overseas Investment and Political Risk*, Foreign Policy Research Institute, Philadelphia 1975. Pour plus de détails concernant cette variable, voir Ballmer & Scheidegger, 1979.

Le Tableau 7 explicite la relation existant entre la stabilité politique et les deux principales variables de la section I, à savoir l'intensité des conflits du travail et le degré de violence interne.

Tableau 7: Coefficients de corrélation entre la stabilité de l'exécutif et la stabilité du système, le degré de violence interne ainsi que l'intensité des conflits du travail

	n =	PSSI	TMCV	WDISP
EXSTAB	Ensemble	.21	-.13	-.05
	LDC	.16	-.10	.06
	LSC	.21	-.17	.01

Il ressort du tableau que, s'il existe une certaine association entre les deux mesures de la stabilité politique, par contre, la covariance entre la stabilité politique et les conflits sociaux est très petite. L'hypothèse expliquant l'existence d'une relation peu étroite entre la stabilité de l'exécutif et celle du système politique lui-même était déjà explicitée à la page 169. De même, nous avons aussi postulé au début de cette section que l'instabilité gouvernementale traduit surtout des compétitions entre élites et n'a pas de grandes répercussions psychosociales au niveau des masses.

L'analyse de régression révèle d'autres faits intéressants (Tableau 8).

En effet, la stabilité de l'exécutif se révèle comme un élément favorable la politique de redistribution. Néanmoins, nous nous retrouvons dans une situation analogue à celle du Tableau 4, dans le sens que le coefficient bêta de la variable PSSI tend à s'annuler, exactement comme le cas de la variable DEMPER. De même, lorsque l'on introduit le niveau de développement comme variable de contrôle, la valeur explicative de PSSI diminue fortement pour l'échantillon Ensemble (de $-.38$ à $-.17$), mais reste pratiquement inchangeable pour les deux autres échantillons. On peut expliquer ce fait de deux façons différentes. D'une part, les MNC ne souhaitent pas a priori un système fort et populaire, puisqu'un tel système peut représenter une force qui risque de contrebalancer leur propre puissance, par contre, elles peuvent considérer l'illégitimité du système politique du pays-hôte comme un "risque politique" (c/f page 170). En ce sens, la faiblesse du coefficient de corrélation entre PEN et DEMPER ou PSSI peut s'expliquer par le fait que les multinationales se montrent *en principe indifférentes* aux performances, au degré de popularité ou de légitimité du système politique de l'Etat-hôte, *pour autant que leurs intérêts ne s'en trouvent pas lésés*. D'autre part, faut-il conclure qu'il n'y a pas de relation effective entre l'inégalité et la légitimité? A notre avis, toute tentative d'analyse empirique de la relation entre l'inégalité économique et la légitimité politique devrait tenir compte des dimensions *psychologiques* du problème de la légitimité. C'est insister sur le fait qu'il s'agit d'une variable extrêmement complexe, et il ne suffit pas de la mesurer à travers des indicateurs *indirects* (soit par la stabilité du système comme c'est le

Tableau 8: Régression multiple du coefficient Gini, de la stabilité du régime politique et de l'exécutif ainsi que de la pénétration des entreprises multinationales (coefficients béta normalisés et, entre parenthèses, les ratios t) *

	n =	PSSI	EXSTAB	PEN	\bar{R}^2
Gini	Ensemble	-.38** (3.51)	-.25** (2.26)	.26** (2.39)	.33** (3.24)
	LDC	-.07 (.52)	-.30** (2.21)	.38** (2.81)	.27** (2.54)
	LSC	-.10 (.69)	-.31* (1.97)	.43** (2.70)	.33** (2.50)

* Pour les détails techniques concernant le tableau, voir les notes du Tableau 4.

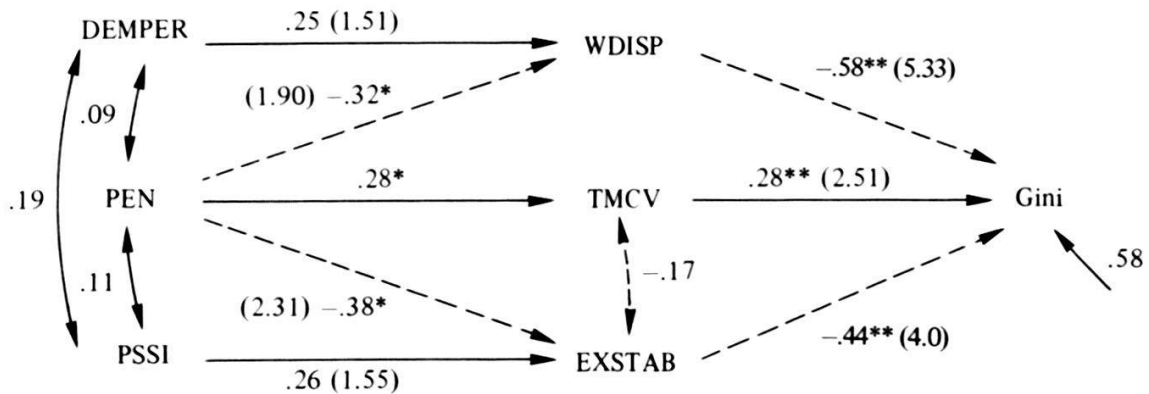
cas ici, soit par le degré de violence interne, la circulation de journaux, la liberté de presse, etc. comme dans Zwicky, 1978).

Nous venons d'examiner successivement trois phénomènes socio-politiques considérés comme des conséquences possibles de la présence des entreprises multinationales dans le Tiers Monde. Le Tableau 9 fournit un aperçu global de la partie empirique de ce travail en regroupant ses quatre principaux indicateurs.

Dans l'ensemble, on peut dire que les 3 indicateurs WDISP, TMCV et EXSTAB constituent des variables intermédiaires dans l'explication de l'effet de la pénétration des MNC sur l'inégalité des revenus. En effet, la valeur des coefficients béta de PEN est dans l'ensemble petite et non-significative (seulement trois quinzièmes sont significatifs). De même, la grande majorité des coefficients de régression des variables intermédiaires sont significatifs, et seulement moins d'un dixième d'entre eux ne le sont pas. Les résultats de l'analyse restent d'ailleurs stables, même en présence de logYn comme variable de contrôle. Si la valeur explicative de PEN augmente par la suite quelque peu (sans réussir pour autant à gagner en degré de signification), les coefficients béta des autres variables demeurent pratiquement les mêmes.

Afin de compléter l'analyse de régression multiple par une analyse causale, nous reproduisons ici à titre *illustratif* un schéma de cheminement qui montre comment les MNC peuvent influencer l'égalité des revenus. Le choix de l'échantillon LSC se justifie par le fait qu'il semble que c'est dans le cadre des pays en phase de décollage que nos hypothèses se vérifient le plus. La preuve c'est que la variance expliquée (\bar{R}^2) des équations était plus élevée pour l'échantillon LSC que pour les échantillons LDC et Ensemble.

Diagramme 2: Analyse de cheminement des principaux effets de la pénétration des MNC sur l'inégalité des revenus (coefficients de cheminement et, entre parenthèses, les ratios t) *



* Pour les détails techniques concernant le diagramme, voir les notes du Tableau 4.

Tableau 9: Analyse de régression multiple des différentes mesures de l'inégalité économique, de l'intensité des conflits du travail, du degré de violence interne, de la stabilité de l'exécutif ainsi que de la pénétration des MNC (coefficients béta normalisés et, entre parenthèses, les ratios t) *

n = Ensemble	Gini	T5	Q5	Q4	Q1-3
WDISP	-.48** (4.86)	-.44** (4.32)	-.49** (5.02)	.42** (3.77)	.46** (4.48)
TMCV	.27** (2.77)	.38** (3.85)	.27** (2.81)	-.30** (2.74)	-.22** (2.21)
EXSTAB	-.36** (3.60)	-.30** (2.97)	-.36** (3.69)	.29** (2.64)	.35** (3.37)
PEN	.11 (1.08)	.07 (.65)	.09 (.94)	-.02 (.20)	-.12 (1.08)
\bar{R}^2	.46** (3.71)	.44** (3.55)	.47** (3.77)	.32** (2.85)	.41** (3.38)
n = LDC	Gini	T5	Q5	Q4	Q1-3
WDISP	-.50** (4.74)	-.42** (3.69)	-.51** (4.98)	.39** (3.02)	.49** (4.37)
TMCV	.18* (1.77)	.32** (2.83)	.17* (1.71)	-.21 (1.64)	-.13 (1.22)
EXSTAB	-.31** (2.84)	-.29** (2.53)	-.33** (3.13)	.32** (2.40)	.28** (2.51)
PEN	.24** (2.14)	.17 (1.42)	.22** (2.01)	-.08 (.58)	-.24** (2.08)
\bar{R}^2	.53** (3.69)	.45** (3.20)	.55** (3.82)	.30** (2.40)	.48** (3.35)
N = LSC	Gini	T5	Q5	Q4	Q1-3
WDISP	-.53** (4.72)	-.40** (3.18)	-.54** (4.73)	.38** (2.46)	.53** (4.42)
TMCV	.24** (2.17)	.38** (3.03)	.22* (1.96)	-.21 (1.40)	-.19 (1.62)
EXSTAB	-.38** (3.36)	-.32** (2.45)	-.40** (3.45)	.33** (2.80)	.38** (3.06)
PEN	.17 (1.36)	.15 (1.05)	.15 (1.21)	-.10 (.61)	-.15 (1.14)
\bar{R}^2	.64** (3.89)	.54** (3.20)	.63** (3.82)	.32** (2.17)	.58** (3.47)

* Pour plus de détails concernant le tableau, voir les notes du Tableau 4.

Le diagramme 2 montre que PEN n'a plus d'effets directs sur Gini mais agit sur l'inégalité économique essentiellement: 1) en affaiblissant les conflits sociaux basés sur le clivage de classes, 2) en alimentant indirectement la violence à l'intérieur du pays-hôte par des obstacles suscités aux processus d'intégration des milieux marginaux, et 3) en favorisant une constante instabilité politique.

Au cours de ce travail, nous avons cherché à analyser la relation qui existe entre le système politique, l'inégalité économique et la présence des entreprises multinationales. Nous avons présumé et en partie démontré que l'implantation des MNC accentue l'inégalité dans les pays-hôtes car elle favorise le statu quo du système politique. Le schéma de la page suivante résume les principaux concepts théoriques et hypothèses qui ont été utilisés pour démontrer que la pénétration des firmes multinationales tend à entraver à la fois les tentatives de révolution des masses (en rendant difficile la "pression par le bas" grâce à la marginalisation et la désolidarisation),¹⁴ et les possibilités d'évolution du système (en favorisant une constante instabilité au niveau gouvernemental).

Si les indicateurs sont loin d'être satisfaisants et ne traduisent pas toujours le concept théorique, les hypothèses formulées n'ont pas pu tenir compte non plus des rétroactions (feed back) ainsi que des effets à long terme. Néanmoins, l'analyse empirique révèle certains faits intéressants et, chose importante, les résultats *semblent stables et ne sont pas liés à une forme de mesure de la pénétration des entreprises multinationales*. Autrement dit, lorsque l'on remplace PEN (= mesure de la pénétration en fonction de l'afflux de l'ensemble des capitaux privés) par l'indicateur MPK (= mesure de la pénétration en fonction du stock des capitaux investis par les 400 plus grandes industries multinationales),¹⁵ la relation entre les variables garde toujours les mêmes directions.

14 Ce résultat va dans le même sens que la thèse de dépendance suivant laquelle l'Etat central peut agir sur les conditions de luttes de classes mondiales en utilisant l'Etat périphérique comme facteur de régulation (IUED, 1977, pp. 40-42).

15 L'indicateur MPK s'opérationnalise comme suit:

$$MPK = \frac{K_{MNC}}{\sqrt{K * POP 1967}}$$

où:

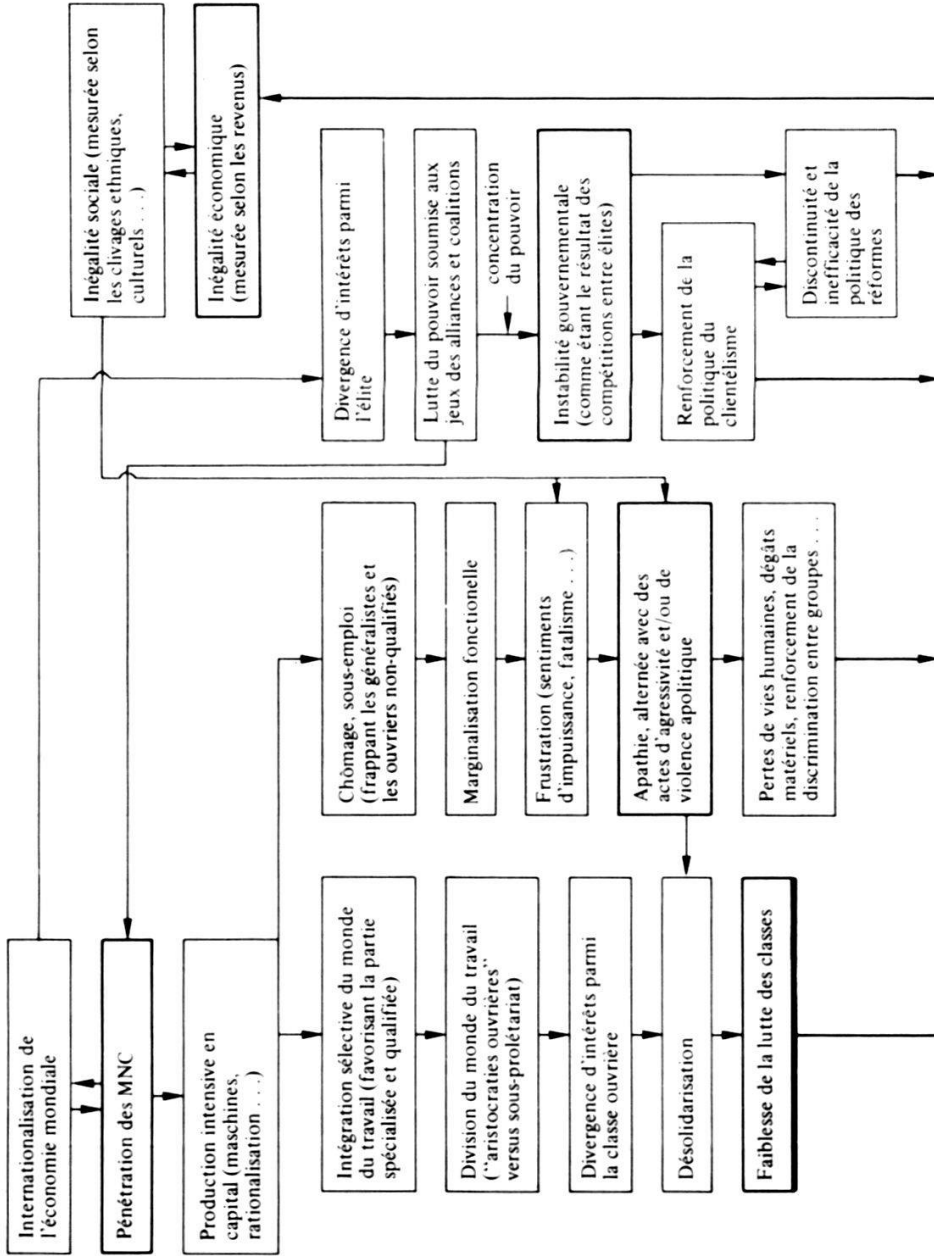
K_{MNC} = estimation du stock des capitaux investis en 1967 par les 400 plus grandes industries multinationales.

K = estimation du stock des capitaux en 1967.

POP = population en 1967.

Pour plus de détails concernant cette variable, voir Ballmer & Scheidegger, 1979.

Schéma-résumé des principaux concepts théoriques et hypothèses expliquant l'effet de la présence des entreprises multinationales sur l'inégalité économique des pays-hôtes



Dans le texte: Sous-section I/1

Sous-section I/2

Sous-section II

☐ concepts théoriques ayant pu être opérationnalisés dans le cadre de ce travail

Ainsi, à mesure que les sphères d'interaction inter- et intranationales tendent à se multiplier, de gagner en complexité, l'interdépendance entre les phénomènes sociaux ne cesse d'augmenter. Et il est de plus en plus difficile d'isoler l'économie du politique et du social. L'industrialisation sauvage ne saurait donc plus être évaluée uniquement en termes de progression du produit national brut, mais doit être aussi examinée en fonction de ses coûts politiques et sociaux.

Appendice I: Liste des pays par échantillon

– *Echantillon LSC* (= pays en voie de développement et en phase de décollage, n = 33)

Kenya	Brésil	Japon
Afrique du Sud	Chili	Corée du Sud
Rhodésie du Sud	Colombie	Malaisie
Zambie	Equateur	Pakistan
Egypte	Pérou	Philippines
Maroc	Uruguay	Thaïlande
Tunisie	Vénézuëlla	Grèce
Jamaïque	Turquie	Italie
Mexique	Hongkong	Espagne
Panama	Inde	Yougoslavie
Argentine	Indonésie	Formose

– *Echantillon LDC* (= tous les pays en voie de développement de l'échantillon LSC, ainsi que 13 autres *petits* pays en voie de développement, n = 46)

Ghana	Nigéria	El Salvador
Côte d'Ivoire	Sierra Leone	Honduras
Madagascar	Tanzanie	Liban
Malawi	Costa Rica	Birmanie
		Sri Lanka

– *Echantillon global* ((= tous les pays en voie de développement de l'échantillon LDC, ainsi que les 14 pays *industrialisés*, n = 60)

Canada	Finlande	Suède
Etats-Unis	France	Suisse
Autriche	Allemagne féd.	Grande Bretagne
Danemark	Pays-Bas	Australie
	Norvège	Nouvelle Zélande

Appendice II: Matrice de corrélation

n = LDC	n = Ensemble											
	Gini	T5	Q5	Q4	Q1-3	logYn	PEN	DEMPER	WDISP	TMCV	EXSTAB	PSSI
Gini		.87	.98	.69	.99	.41	.34	.39	.49	.33	.39	.45
T5	.83		.88	.83	.80	.53	.29	.39	.44	.43	.34	.50
Q5	.98	.83		.80	.96	.49	.33	.45	.50	.33	.39	.52
Q4	.59	.75	.72		.61	.60	.23	.47	.41	.34	.32	.57
Q1-3	.99	.73	.96	.50		.38	.33	.38	.47	.29	.38	.43
LogYn	.03	.17	.08	.24	0		.11	.67	.19	.20	.16	.77
PEN	.47	.40	.46	.30	.46	.26		.03	.24	.13	.22	.05
DEMPER	.16	.12	.20	.21	.16	.47	.07		.26	.04	.04	.54
WDISP	.57	.47	.58	.42	.56	.09	.23	.21		.01	.05	.15
TMCV	.24	.36	.23	.24	.19	.02	.14	.14	.02		.13	.25
EXSTAB	.43	.40	.45	.38	.40	.04	.31	.06	.06	.10		.21
PSSI	.13	.16	.18	.23	.13	.46	.04	.23	.05	.07	.16	

Bibliographie

- Arrighi G. (1974): Multinationale Konzerne, Arbeiteraristokratien und die ökonomische Entwicklung in Schwarz-Afrika, in D. Senghaas, *Peripherer Kapitalismus. Analysen über Abhängigkeit und Unterentwicklung*, Frankfurt a. M.: Suhrkamp Verlag.
- Ballmer-Cao Th.-H., Scheidegger J. (1979): *Compendium of Data for World-System Analysis, A Sourcebook of Data Based on the Study of MNCs, Economic Policy and National Development*, Zurich, Bornschiefer V. & Heintz P. (eds.), Institut de Sociologie de l'Université de Zurich.
- Berweger G., Hoby J. P. (1978): *Wirtschaftspolitik gegenüber Auslandskapital*, Zurich, SIUZ, 35.
- Bornschiefer V., Ballmer-Cao Th.-H. (1978): *Multinational Corporations in the World Economy and National Development*, Zürich: Bulletin du SIUZ, 32.
- (1979): "Income Inequality, A Cross-National Study of the Relationships Between MNC-Penetration, Dimensions of the Power Structure and Income Distribution", in *The American Sociological Review*, Juin.
- Cardoso F. H. (1971): *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*, Paris, Editions Anthropos.
- Elsenhans H. (1976): Neun Thesen zum Verhältnis von Staatsapparat und Multinationalen Konzernen in der Dritten Welt, in Senghaas D., Menzel U., *Multinationale Konzerne und Dritte Welt*, Westdeutscher Verlag: 170–180.
- Haendel D., West G. T., Meadow R. G. (1975): *Overseas Investment and Political Risk*, in Foreign Policy Research Institute Monograph Series, Philadelphia, Pennsylvania, 21.
- Hein W., Simonis G. (1976): Entwicklungspolitik, Staatsfunktionen und Klassenauseinandersetzungen im peripheren Kapitalismus, in Schmidt A., *Strategien gegen Unterentwicklung*, Frankfurt: Campus, 216–250.
- Heintz P. (1978): *Political Power, Economic Power and Structurally Determined Political Potential*, Contribution au Colloque "Démocratie, inégalités, différences" organisé par le Département de Sociologie de l'Université de Genève (non publié).
- Hibbs D. A. (1973): *Mass Political Violence, A Cross-National Causal Analysis*, New York, London, Sydney, Toronto: John Wiley and Sons.
- Institut Universitaire d'Etudes du Développement (1977): *Les espaces du prince: l'Etat et son expansion dans les formations sociales dépendantes*, Paris: PUF.
- Jackman R. W. (1975): *Politics and Social Inequality: A Comparative Analysis*, New York, London, Sydney, Toronto: John Wiley and Sons.
- Meyer-Fehr P. (1978): *Bestimmungsfaktoren des Wirtschaftswachstums von Nationen*, Zurich: Bulletin de l'Institut de Sociologie de l'Université de Zurich, 34.
- Myrdal G. (1970): *Politisches Manifest über die Armut in der Welt*, Frankfurt a. M.: Suhrkamp Verlag.
- Rees J. (1971): *Equality*, New York, Washington, London: Praeger Publishers.
- Senghaas D., Menzel U. (1976): *Multinationale Konzerne und Dritte Welt*, Westdeutscher Verlag.
- Tetzlaff R. (1975): „Die Gewerkschaften in Afrika“, in Leminsky G. et al., *Gewerkschaften und Entwicklungspolitik*, Köln: Bund Verlag, 117–140.
- (1976): Multinationale Konzerne und politische Systeme in Entwicklungsländern, die Lateinamerikanisierung der Klassenstrukturen in der Dritten Welt, in Senghaas D., Menzel U., *Multinationale Konzerne und Dritte Welt*, Westdeutscher Verlag, 145–169.
- Zwicky H. (1978): *Einkommensungleichheit und Legitimität*, Travail de Licence à l'Institut de Sociologie de l'Université de Zurich.

